



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE UNIQUE

Intégrant réponses à l'avis 2020-4482 de la MRAe en date du 3
juin 2020 et réponse au courrier DREAL du 23 décembre 2019



USINE DE FABRICATION DE LAINE DE ROCHE
ROCKWOOL FRANCE SAS - COURMELLES / PLOISY (02)

Maître d'Ouvrage	Rédacteur
	
<p>Rockwool France SAS 111 Rue du Château-des-Rentiers 75013 PARIS</p> <p>Représentant : Maurice LABOUE</p>	<p>Direction Alpes Centre Est Bât. Aretha – Jazz parc Espace Saint-Germain 30 Avenue du Général Leclerc – BP34 38 217 VIENNE Cedex</p>

L'utilisation de ce document est limitée au strict cadre du projet.

Version originale – Toute modification à l'insu d'INGEROP dégagea celui-ci de sa responsabilité.

Toute utilisation partielle ou totale en dehors du cadre du projet implique l'accord écrit d'INGEROP.

Indice	Date	Modifications	Etabli	Vérifié	Approuvé
0	18/09/19	Version finalisée pour dépôt	D. DORELON	C. MACHEREY	P. FOURY (RWL)
1	24/07/20	Intégration des réponses à l'avis de l'AE en date du 3 juin 2020	D. DORELON	F. PINEAU	P. FOURY (RWL)

AFFAIRE N°: CC420708



Bâtiment



Eau & Environnement



Énergie & Industrie



Ville & Mobilité

Management de projet | Conseil aux institutions publiques | Études de faisabilité | Études préliminaires | Études détaillées | Études d'exécution | Dossier permis de construire | Procédures administratives | Maîtrise d'œuvre | Assistance à maîtrise d'ouvrage | Achats | Supervision des travaux | Assistance à l'exploitation et la maintenance

SOMMAIRE

Sommaire général du dossier d'autorisation.....4

Contenu et localisation des informations6

CERFA 15964*01 relatif aux demandes d'autorisation environnementale 10

Réponses à l'avis de l'AE (avis délibéré n°2020-4482 rendu le 3 juin 2020 par la MRAe Hauts de France) 11

SOMMAIRE GENERAL DU DOSSIER D'AUTORISATION

PIECE 0 PAGE DE GARDE DU DOSSIER	
00	Sommaire général – Contenu et localisation des informations

PIECE A PRESENTATION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE	
01	Identification du demandeur et présentation du projet, y compris la description des solutions de substitution et les raisons pour lesquelles le projet a été retenu

PIECE B EVALUATION ENVIRONNEMENTALE (VALANT ETUDE D'IMPACT, EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000)	
01	Résumé non technique (cf pièce D 01)
02	Description de l'état initial de l'environnement susceptible d'être affecté de manière notable par le projet et son évolution en cas de mise en œuvre du projet
03	Description des incidences notables du projet et des mesures prévues
04	Conditions de remise en état du site après exploitation
05	Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000
06	Éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols et les principaux documents d'urbanisme
07	Méthodes utilisées pour établir l'état initial et évaluer les incidences du projet
08	Noms et qualités des auteurs de l'étude d'impact
09	Avis des Autorités consultées (à insérer à réception)

PIECE C ETUDE DE DANGERS	
01	Résumé non technique (cf pièce D 01)
02	Etude de dangers

PIECE D NOTE NON TECHNIQUE DU PROJET	
01	Note non technique du projet (élaborée à partir des résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers)

PIECE E ANNEXES	
Annexes à la Présentation Technique et Administrative	
01	Plan d'ensemble du projet : <ul style="list-style-type: none">- plan de masse et des réseaux (VRD)
Annexes à l'Evaluation Environnementale	
02	Bio évaluation Faune – Flore – Milieux naturels Rapport final (CERE, Décembre 2019)
03	Rapport acoustique – Mesures de bruit état initial. VENATHEC, novembre 2018
04	Conventions ROCKWOOL relatives au tri des déchets issus de sites clients : <ul style="list-style-type: none">- formulaire Façade ;- formulaire Toiture terrasse acier
05	Modélisation de la turbulence atmosphérique liée aux rejets canalisés du futur site – NUMTECH, janvier 2019 (réf : 339.1218/ECI v1.0)
06	Plan de surveillance des émissions annuelles détaillant les mesures prises pour quantifier les émissions
07	Rapport de base IED
Annexes à l'Etude de Dangers	
08	Fiches de Données de Sécurité (FDS) des principaux produits nécessaires aux activités : <ul style="list-style-type: none">- Ammoniac en solution 25%- Sulfate d'ammonium- Bakélite- Catenex oil S579 SHELL, huile d'imprégnation- Silane Silquest VS-142- SILRES BS 1052- ARDROX 9 B1 D Aérosol- Renoclean SD 140- Oxygène- Acétylène- Chaux hydratée- GPL- Fuel moteur
09	Rapport de modélisation FLUMILOG – Zone 551
10	Rapport de modélisation FLUMILOG – Zone 550

PIECE F REPONSE AU COURRIER DREAL DU 23/12/2019	
01	Mémoire de réponse au courrier DREAL YL/ROCK19LS260 n°S3IC 38-2096 du 23 décembre 2019

CONTENU ET LOCALISATION DES INFORMATIONS

Le dossier est réalisé afin de répondre aux exigences de contenu définies au Code de l'Environnement pour un dossier d'autorisation unique au titre des ICPE :

Article R181-13	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :	
1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;	Pièce A01, § II
2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ;	Pièce A01, § I
3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ;	Pièce A01, § III.2
4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ;	Pièce A01, § IV pour le descriptif du projet Pièce A01, § V pour le tableau de classement ICPE Pièces B03 et C02 pour les mesures de suivi, surveillance, moyens d'intervention et les eaux utilisées ou affectées Pièce B04 pour la remise en état du site
5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ;	Pièce B (B01 à B09)
6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ;	Projet soumis à évaluation environnementale
7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;	Pièces A ; B ; C ; D ; E
8° Une note de présentation non technique.	Pièce D

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1, le dossier de demande est complété dans les conditions suivantes.

Article D181-15-2	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
I. – Le dossier est complété des pièces et éléments suivants :	
1° Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 515-8 pour une installation classée à implanter sur un site nouveau, le périmètre de ces servitudes et les règles souhaités ;	Non concerné
2° Les procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation ;	Pièce A01 Pièce C02 pour l'appréciation des dangers
3° Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation ;	Pièce A01, § II.3
4° Pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement et L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales ;	Pièce B03, § V pour l'origine des déchets traités sur site Pièce B06 pour la compatibilité aux plans relatifs aux déchets

Article D181-15-2	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
<p>5° Pour les installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 [NDLR : installations soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre], une description :</p> <p>a) Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effet de serre ;</p> <p>b) Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;</p> <p>c) Des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation ;</p> <p>d) Un résumé non technique des informations mentionnées aux a à c ;</p>	Pièce B03, § XIII
<p>6° Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14 et si le projet relève des catégories mentionnées à l'article L. 516-1, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18.</p> <p>Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le pétitionnaire propose soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution et le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer celles-ci, soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures ;</p>	Non concerné
<p>7° Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, les compléments prévus à l'article R. 515-59 ;</p>	Cf Tableau dédié présenté ci-après
<p>8° Pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101, le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 ;</p>	Pièce A01
<p>9° Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;</p>	Pièce A01 & Dossier d'annexes : Pièce E01
<p>10° L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III du présent article ;</p>	Pièce C02
<p>11° Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire ;</p>	Pièce B04
<p>12° Pour les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :</p> <p>a) Sauf dans le cas prévu au 13°, un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction ;</p> <p>b) La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44_vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme ;</p> <p>c) lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ; – le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ; – un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ; – deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ; – des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ; <p>d) Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>	Non concerné
<p>13° Dans les cas mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-9, la délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale ;</p>	Non concerné
<p>14° Pour les carrières et les installations de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, la demande d'autorisation comprend le plan de gestion des déchets d'extraction ;</p>	Non concerné

Article D181-15-2	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
<p>15° Pour les projets d'exploitation souterraine de carrières de gypse situées dans le périmètre d'une forêt de protection définie à l'article L. 141-1 du code forestier, le dossier contient les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-38-5 du code forestier ; – l'analyse de l'incidence de l'opération sur la destination forestière des lieux et les modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux ; – un document attestant que les équipements, constructions, aménagements et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées ; – un document décrivant, pour les équipements, constructions, aménagements et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité ; 	Non concerné
<p>16° Pour les installations d'une puissance thermique supérieure à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée à un niveau de température utile ou celles faisant partie d'un réseau de chaleur ou de froid, une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages ;</p>	Non concerné
<p>17° Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 20MW, une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur.</p>	Non concerné Eléments sur les consommations énergétiques en Pièce B03
<p>II. – Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, le contenu de l'étude d'impact comporte en outre les compléments prévus au I de l'article R. 515-59.</p>	Cf Tableau dédié présenté par la suite
<p>III. – L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention.</p> <p>L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.</p> <p>Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.</p> <p>Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur.</p>	<p>Pièce C02</p> <p>Pièce C01 : Résumé non technique</p> <p>Pièce D01</p>

Article D181-15-2 bis	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
<p>Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à l'article L. 512-7, le dossier de demande comporte un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions.</p> <p>La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant.</p>	Non concerné

Article R515-59	Emplacement de l'information dans le dossier de demande d'autorisation unique
<p>La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article R. 181-13 comportent également :</p> <p>I.- Des compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles présentant :</p> <p>1° La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28. Cette description complète la description des mesures réductrices et compensatoires mentionnées à l'article R. 122-5.</p> <p>Cette description comprend une comparaison du fonctionnement de l'installation avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article L. 515-28 et au I de l'article R. 515-62_; -les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013 mentionnés à l'article R. 515-64 en l'absence de conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées au I de l'article R. 515-62. <p>Cette comparaison positionne les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans les documents ci-dessus.</p> <p>Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63.</p> <p>Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63 ;</p>	Pièce B03, § XIV
2° L'évaluation prévue à l'article R. 515-68 lorsque l'exploitant demande à bénéficier de cet article ;	Non concerné
<p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ; b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°. <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p>	Pièce E07
II.- Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.	Pièce A01 pour le classement et la rubrique IED retenue Pièce B03, § XIV pour les conclusions MTD

CERFA 15964*01 RELATIF AUX DEMANDES D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les éléments présentés ci-avant sont aujourd'hui regroupés au sein du CERFA 15964*01 relatif aux demandes d'autorisation environnementale. Rendu applicable par un arrêté du ministère de la Transition écologique publié le 14 juin 2019, le document est présenté ci-après.

REPONSES A L'AVIS DE L'AE

(AVIS DELIBERE N°2020-4482 RENDU LE 3 JUIN 2020 PAR LA MRAE HAUTS DE FRANCE)

Préambule

Ce document a pour but de fournir les éléments de réponse à l'avis de la MRAE des Hauts de France rendu le 3 juin 2020. Il se présente sous forme d'un tableau reprenant en partie gauche les remarques émises dans l'avis, et en partie droite les éléments de réponse du pétitionnaire.

Pour rappel, le projet de ROCKWOOL avait fait l'objet d'un premier avis de la MRAE des Hauts-de-France, rendu le 9 décembre 2019. Depuis, des compléments avaient été apportés au dossier :

- 20/12/2019 : Courrier adressé à la DDT en réponse à l'avis de l'AE n°2019-4013 du 09/12/19
- 16/03/2020 : Mémoire de réponse adressé à la DREAL en réponse à leur courrier YL/ROCK19LS260 n°S3IC 38-2096 du 23/12/19. Ce mémoire intègre également les réponses du pétitionnaire aux demandes DREAL du 31/10/2019 (annexe 3 du courrier du 23/12/19) ainsi que les avis, qui n'appellent pas de réponse particulière, de l'ARF, du SDIS 02, de GRT Gaz et de la DDT (annexe 2 du courrier du 23/12/19). Ces éléments sont aujourd'hui repris au sein d'une nouvelle annexe, référencée F01, du dossier d'autorisation.

Pour des raisons de visibilité, ces compléments n'avaient pas été directement intégrés dans l'étude d'impact (notamment) et figuraient dans des documents séparés. Dans son second avis du 3 juin 2020, la MRAE note que « *le porteur de projet n'a pas apporté de réponse aux différentes observations de l'autorité environnementale formulées dans l'avis du 9 décembre 2019* », or ces réponses figurent bien dans les compléments précédemment identifiés.

Dans son avis du 3 juin, la MRAE « *recommande d'actualiser l'ensemble des pièces du dossier à partir des compléments d'analyse apportés, et notamment l'étude d'impact, afin de les rendre cohérentes et d'en faciliter la compréhension par le public* ». Compte-tenu de l'ampleur du dossier et du fait que les modifications / évolutions apportées depuis le dépôt en Préfecture sont majoritairement liées à la complétude de l'étude de bio évaluation faune, flore et milieux naturels réalisée par Le CERE, il est retenu de :

- Mettre intégralement à jour les données relatives aux Milieux Naturels de type faune flore (état initial, impact, mesures)
- Apporter dans le présent tableau les éléments de compléments aux autres remarques de la MRAE, sans réintégration dans le dossier d'autorisation
- Laisser regroupés en annexe F01 du dossier d'autorisation les éléments de réponse, précisions et compléments fournis à la DREAL en mars 2020

On précise par ailleurs que la modélisation des rejets atmosphériques de l'usine ne se base pas sur les données de l'usine existante de Saint-Eloy les Mines mais sur les concentrations maximales de rejet sur lesquelles s'engage le pétitionnaire au vu de son expérience, elles-mêmes basées sur les BREF (Best available techniques REference document) et l'application des Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

Réponses apportées par ROCKWOOL

Remarque formulée par la MRAE Hauts de France dans son avis délibéré du 3 Juin 2020 - Chapitre « Avis détaillé »	Eléments de réponse du pétitionnaire / Pièces et chapitres modifiés du dossier d'autorisation
I. Le projet d'usine de fabrication de laine de roche de la société Rockwool France SAS	Pas de remarque de la MRAE
II. Analyse de l'autorité environnementale	Pas de remarque de la MRAE
II.1 Résumé non technique <i>L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique en intégrant les conclusions des études complémentaires fournies.</i>	Les pièces suivantes sont reprises afin d'intégrer les conclusions de l'étude de biodiversité : Pièce B01 – Résumé non technique de l'étude d'impact Pièce D01 – Note non technique

Remarque formulée par la MRAe Hauts de France dans son avis délibéré du 3 Juin 2020 - Chapitre « Avis détaillé »	Eléments de réponse du pétitionnaire / Pièces et chapitres modifiés du dossier d'autorisation
<p>II.2 Articulation du projet avec les plans et programmes et les autres projets connus</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande d'analyser l'articulation du projet avec le plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Seine-Normandie.</i></p>	<p>Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2016-2021 du bassin Seine Normandie a été arrêté le 7 décembre 2015 par le préfet coordonnateur du bassin. Son application est entrée en vigueur le 23 décembre 2015 au lendemain de sa date de publication au Journal Officiel.</p> <p>Les objectifs affichés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Objectif n°1 : Réduire la vulnérabilité des territoires ▪ Objectif n°2 : Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages ▪ Objectif n°3 : Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ▪ Objectif n°4 : Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque. <p>La commune de Courmelles n'est pas concernée par un TRI, le terrain du projet n'est pas situé en zone inondable et le projet ne rejette aucun effluent, industriel ou pas, au milieu naturel. Le projet n'est donc pas concerné par le PGRI du bassin Seine Normandie.</p>
<p>II.3 Scénarios et justification des choix retenus</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande d'étudier sur le site d'implantation du projet des variantes de moindre impact sur les espèces et les habitats.</i></p>	<p>L'implantation du projet intègre déjà ces aspects « moindre impact » : les installations sont regroupées sur la plus petite partie possible du terrain Rockwool, au plus près des voies d'accès et de desserte existantes, tout en tenant compte des nécessités du process. L'alternative consistant à placer tout ou partie de l'usine à l'est du terrain n'a pas été retenue, dans la mesure où elle rapprocherait les installations des bassins de rétention de la ZAC (situés hors du terrain Rockwool) et où elle entraînerait une artificialisation accrue des sols pour la desserte des différents bâtiments. L'alternative consistant à placer les espaces logistiques au nord du terrain (plutôt qu'au sud) n'a pas été retenue dans la mesure où elle conduirait à une complexification des circulations dans la ZAC du Plateau et à un report des nuisances des activités logistiques vers la partie nord du site.</p> <p>Le site d'implantation est une ancienne parcelle agricole qui a été déclassée afin de pouvoir être destinée à l'implantation d'activités industrielles. Les cartographies de synthèse de l'analyse biodiversité montrent que le projet prend place sur des zones d'enjeu réglementaire faible à nul et faible à moyen pour ce qui est de l'enjeu patrimonial, et l'analyse a permis d'établir qu'aucun des habitats inventoriés n'est d'intérêt communautaire ou ne présente de diversité floristique remarquable.</p>
<p>II.4 Etat initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du projet et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences</p> <p>II.4.1 Consommation d'espace</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande d'étudier des mesures de réduction ou compensation des pertes des capacités de stockage du carbone par les sols du fait de leur imperméabilisation, par exemple par la création de boisements ou de la végétalisation.</i></p>	<p>Le site d'implantation est une ancienne parcelle agricole qui a été déclassée afin de pouvoir être destinée à l'implantation d'activités industrielles. Le projet est donc en parfaite cohérence avec la vocation de ce terrain situé en ZAC régulièrement autorisée : L'imperméabilisation y est prévue et autorisée depuis l'arrêté de création de la ZAC du 23 août 2007.</p> <p>Par ailleurs, les haies et plantations arborées déjà réalisées sur la ZAC en périphérie des parcelles à construire, et qui ont été mises en place après le déclassement agricole des terrains, peuvent déjà être considérées comme des mesures de réduction des pertes de capacité de stockage du carbone par les sols. Il s'agit de boisements et de végétalisation qui n'existaient pas initialement sur le secteur et dont une grande partie se trouve sur le terrain Rockwool.</p> <p>De plus, toutes les surfaces non bâties et non aménagées en voie de circulation, aires de service ou de stationnement seront aménagées en espaces verts qui feront l'objet d'une gestion écologique. Le projet prévoit enfin des plantations (arbres) supplémentaires notamment au droit des parkings et en bordure de site, comme prévu par le dossier PC.</p> <p>La littérature (source : Commissariat général au développement durable, Analyse Théma sur la séquestration de carbone par les écosystèmes en France, https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-33141-etude.pdf) permet d'estimer que le piégeage de carbone au sein des écosystèmes de type friches prairiales (donnée moyenne entre « écosystème naturel » et « terres cultivées », correspondant peu ou prou à un écosystème de type « prairie ») peut être estimé à environ 340 tCO_{2eq}/ha, soit 4 760 t de CO_{2eq} pour les ~14 ha imperméabilisés par le projet.</p> <p>Par ailleurs, il est reconnu que les produits fabriqués par Rockwool, une fois posés, génèrent, dans le cadre de leur durée de vie, une économie de CO₂ équivalente à 100 fois celle qui a été nécessaire à leur production (source : energy-climate-and-air-emission-benefits-of-rockwool-products-for-building-insulation, Navigant, janvier 2019 ; rapport Développement Durable 2019 du Groupe Rockwool). Ce facteur, basé sur les technologies actuelles de production de laine de roche (cubilot) pourrait même être encore amélioré grâce à la technologie de four électrique prévue par le projet.</p> <p>Si l'on considère que les produits de St-Eloy-les-Mines nécessitent une émission de CO₂ d'environ 520 kg/tonne, cela représente pour le projet soissonnais de 115 000 tonnes/an de production, environ 60 000 tonnes de CO₂ nécessaires. Ce sont donc par la suite, 6 000 000 tonnes de CO₂ qui seront économisées.</p> <p>L'impact du projet sur les capacités de stockage du carbone par les sols est sans commune mesure avec l'impact positif global de l'activité prévue.</p>

Remarque formulée par la MRAe Hauts de France dans son avis délibéré du 3 Juin 2020 - Chapitre « Avis détaillé »	Eléments de réponse du pétitionnaire / Pièces et chapitres modifiés du dossier d'autorisation
<p>II.4.2 Milieux naturels et biodiversité, dont Natura 2000</p> <p><u>Sensibilité du territoire et enjeux identifiés</u></p> <p>Sur les zones humides</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande de clarifier le caractère humide de l'habitat naturel « fourré de saules blancs » dans le dossier et de proposer, le cas échéant, une compensation à la destruction de cet habitat naturel.</i></p> <p>Sur la flore</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande d'actualiser la pièce B.02 « état initial » du dossier concernant les espèces patrimoniales selon les informations apportées par l'étude faune-flore.</i></p> <p>Sur les impacts et les mesures</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande d'actualiser la pièce B.03 « impacts et mesures » du dossier concernant les mesures retenues et de garantir la réalisation des mesures proposées dans l'étude faune-flore.</i></p> <p><i>L'autorité environnementale recommande de démontrer que les mesures prévues, y compris le maintien d'une partie de la friche prairiale, sont suffisantes pour parvenir à des impacts négligeables sur la biodiversité ou, le cas échéant, de les compléter.</i></p> <p><u>Evaluation des incidences Natura 2000 et prise en compte des sites Natura 2000</u></p> <p><i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 en référençant les espèces et habitats d'intérêt communautaire identifiés au formulaire standard de données et en analysant les interactions possibles entre le projet et l'aire d'évaluation de chaque espèce ayant justifié la désignation des sites Natura 2000.</i></p>	<p>L'ensemble des éléments relatifs au milieu naturel et à la biodiversité sont repris et intégrés directement au texte, en rouge, sur la base du rapport réalisé par Le CERE, et viennent <u>annuler et remplacer</u> la rédaction initiale des pièces et chapitres suivants du dossier d'autorisation :</p> <p>Pièce B01 – Résumé non technique de l'étude d'impact : chapitres III.1 § Milieu naturel ; chapitre III.2 Synthèse des enjeux d'environnement § Milieu naturel ; chapitre IV Synthèse des impacts et mesures § Synthèse des incidences sur la ressource en eau ; § Synthèse des incidences sur le milieu naturel ; § Coût des principales mesures en phase travaux et exploitation</p> <p>Pièce B02 – Etat initial de l'environnement : chapitre II Milieu physique, § II.5.4 Zones humides ; chapitre III Milieu naturel, dans son intégralité ; chapitre XI Synthèse des enjeux d'environnement § Milieu naturel ; les Figures 12 à 27 sont également reprises, voire complétées, tout comme les Tableaux 1 à 4 ainsi que l'Annexe 1</p> <p>Pièce B03 – Description des incidences du projet et des mesures prévues : chapitre IV Protection ressource en eau, § IV.9 Préservation des zones humides, § IV.10 Synthèse des incidences sur la ressource en eau ; chapitre VI Préservation du milieu naturel, dans son intégralité chapitre XVI Modalités de suivi des mesures et de leurs effets, § XVI.4 Suivi des aménagements en faveur des espèces protégées les Figures 1 à 4 sont également reprises, voire complétées chapitre XVII Synthèse des coûts du projet et des mesures prises en faveur de l'environnement et de la sécurité</p> <p>Pièce B05 – Evaluation des incidences Natura 2000 : chapitre II Evaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000</p> <p>Pièce B07 – Méthodes : chapitre II Spécificités méthodologiques, § II.4.2 Etude faune flore</p> <p>Pièce D01 – Note non technique : Reprise des éléments modifiés de la pièce B01</p> <p>Pièce E02 – Bio-évaluation faune, flore, milieux naturels - CERE : La version intermédiaire de juillet 2019 du rapport du CERE est remplacée par le rapport en version définitive de décembre 2019</p>
II.4.3 Eau et milieux aquatiques	Pas de remarque de la MRAe
II.4.4 Risques naturels et technologiques	Pas de remarque de la MRAe
II.4.5 Nuisances sonores	Pas de remarque de la MRAe

Remarque formulée par la MRAe Hauts de France dans son avis délibéré du 3 Juin 2020 - Chapitre « Avis détaillé »	Eléments de réponse du pétitionnaire / Pièces et chapitres modifiés du dossier d'autorisation																																																											
<div>II.4.6 Energie, climat et qualité de l'air, en lien avec la mobilité et le trafic routier notamment</div> <div>Qualité de l'évaluation environnementale</div> <div>Concernant le process</div> <div>L'autorité environnementale recommande de prévoir le suivi de la qualité de l'air sur les paramètres phénol, formaldéhyde, H2S, NH3, PM10 et PM 2,5.</div>	<div>L'engagement de réaliser un suivi de la qualité de l'air du secteur avec l'aide d'ATMO Hauts de France a été pris par Rockwool lors des réunions de concertation. Cet engagement est maintenu. Les éléments Phénol, Formaldéhyde, H2S, NH3, et poussières feront bien l'objet d'un suivi.</div> <div>Les autres engagements de Rockwool pris dans le cadre de la concertation ont été fournis à la DREAL lors de l'envoi des compléments en date du 16/03/2020.</div> <div>En complément, le programme de surveillance envisagé par ROCKWOOL pour ses rejets atmosphériques, est présenté en Pièce B03 § XVI.3. du dossier d'autorisation. Il est rappelé ici :</div> <table><tr><th>Point de rejet / Point de mesure</th><th>Paramètre suivi</th><th>Fréquence d'analyse</th></tr><tr><td rowspan="8">L4.1</td><td>PM</td><td>Continu</td></tr><tr><td>CO</td><td>Continu</td></tr><tr><td>SO2</td><td>Continu</td></tr><tr><td>NOx</td><td>Continu</td></tr><tr><td>HCl</td><td>Continu</td></tr><tr><td>HF</td><td>Continu</td></tr><tr><td>NH3</td><td>Continu</td></tr><tr><td>Métaux lourds</td><td>1 fois par an</td></tr><tr><td rowspan="5">L4.2</td><td>PM</td><td>Continu</td></tr><tr><td>NH3</td><td>Continu</td></tr><tr><td>Formol</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td>Phénol</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td>COV</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td rowspan="7">L4.3</td><td>NH3</td><td>Continu</td></tr><tr><td>PM</td><td>Continu</td></tr><tr><td>NOx</td><td>Continu</td></tr><tr><td>CO</td><td>Continu</td></tr><tr><td>Formol</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td>Phénol</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td>COV</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td rowspan="3">L4.4</td><td>NH3</td><td>Continu</td></tr><tr><td>PM</td><td>Continu</td></tr><tr><td>COV</td><td>2 fois par an</td></tr><tr><td>L4.5</td><td>PM</td><td>1 fois par an</td></tr><tr><td>L4.6</td><td>PM</td><td>1 fois par an</td></tr></table> <div>Les paramètres Phénol, Formaldéhyde, H2S, NH3 et poussières feront donc aussi l'objet d'un suivi interne dans le cadre du suivi de la qualité de l'air.</div>	Point de rejet / Point de mesure	Paramètre suivi	Fréquence d'analyse	L4.1	PM	Continu	CO	Continu	SO2	Continu	NOx	Continu	HCl	Continu	HF	Continu	NH3	Continu	Métaux lourds	1 fois par an	L4.2	PM	Continu	NH3	Continu	Formol	2 fois par an	Phénol	2 fois par an	COV	2 fois par an	L4.3	NH3	Continu	PM	Continu	NOx	Continu	CO	Continu	Formol	2 fois par an	Phénol	2 fois par an	COV	2 fois par an	L4.4	NH3	Continu	PM	Continu	COV	2 fois par an	L4.5	PM	1 fois par an	L4.6	PM	1 fois par an
Point de rejet / Point de mesure	Paramètre suivi	Fréquence d'analyse																																																										
L4.1	PM	Continu																																																										
	CO	Continu																																																										
	SO2	Continu																																																										
	NOx	Continu																																																										
	HCl	Continu																																																										
	HF	Continu																																																										
	NH3	Continu																																																										
	Métaux lourds	1 fois par an																																																										
L4.2	PM	Continu																																																										
	NH3	Continu																																																										
	Formol	2 fois par an																																																										
	Phénol	2 fois par an																																																										
	COV	2 fois par an																																																										
L4.3	NH3	Continu																																																										
	PM	Continu																																																										
	NOx	Continu																																																										
	CO	Continu																																																										
	Formol	2 fois par an																																																										
	Phénol	2 fois par an																																																										
	COV	2 fois par an																																																										
L4.4	NH3	Continu																																																										
	PM	Continu																																																										
	COV	2 fois par an																																																										
L4.5	PM	1 fois par an																																																										
L4.6	PM	1 fois par an																																																										
<div>II.4.6 Energie, climat et qualité de l'air, en lien avec la mobilité et le trafic routier notamment</div> <div>Prise en compte de l'énergie, de la qualité de l'air et du climat</div> <div>L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude sur la possibilité de développer le recours aux énergies renouvelables.</div>	<div>Compte-tenu de la puissance électrique importante nécessaire au process et du fonctionnement en feu continu du four, il est difficile d'envisager le recours aux énergies renouvelables ailleurs que sur le bâtiment tertiaire. Pour autant, on rappelle que le chauffage des bâtiments industriels se fera par récupération de chaleur sur les rejets gazeux du four de fusion.</div> <div>Pour ce qui est du bâtiment tertiaire, celui-ci sera conçu conforme à la RT 2012, et fera donc l'objet d'un engagement sur son efficacité énergétique, engagement pris par Rockwool sur tous ses projets. Il est ainsi prévu d'étudier la possibilité de recourir aux panneaux photovoltaïques pour satisfaire les besoins de ce bâtiment.</div>																																																											